

14ème législature

Question N° : 54276	De M. Yannick Moreau (Union pour un Mouvement Populaire - Vendée)	Question écrite
Ministère interrogé > Défense		Ministère attributaire > Défense
Rubrique >risques professionnels	Tête d'analyse >maladies professionnelles	Analyse > amiante. militaires et anciens militaires. revendications.
Question publiée au JO le : 22/04/2014 Réponse publiée au JO le : 06/05/2014 page : 3701		

Texte de la question

M. Yannick Moreau appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la mise en oeuvre pour les militaires de carrière, et notamment pour ceux de la marine nationale, d'une allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA). En effet, les années de carrière militaire au contact de l'amiante ne sont prises en compte, sous aucune forme, pour : les anciens marins militaires qui, dans le cadre d'une seconde carrière, demandent à bénéficier du dispositif de l'ACAATA. Leurs périodes d'activité militaire au contact de l'amiante ne sont pas pris en compte dans le décompte de leurs droits ; les marins militaires en activité qui ne peuvent prétendre au dispositif de l'ACAATA, malgré leur exposition à l'amiante reconnue et le report des limites d'âge de départ à la retraite. Au vu de cette injustice, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour remédier à cette situation injuste. Il souhaiterait notamment savoir si une modification de l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 ne serait pas rapidement envisageable.

Texte de la réponse

L'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (ACAATA) a été instaurée par l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999, afin de permettre à certains salariés relevant du régime général de la sécurité sociale, exposés à l'amiante à l'occasion de travaux limitativement énumérés, de cesser leur activité avant l'âge légal de départ en retraite. Le dispositif de l'ACAATA prévoit que l'âge auquel il est possible d'en bénéficier est 60 ans diminué du tiers des années durant lesquelles le demandeur a été exposé à l'amiante. Ainsi, un départ à 50 ans, âge minimal, nécessite de réunir 30 ans d'exposition. Dans ces conditions, une transposition de ces mêmes dispositions aux militaires en activité ne peut être envisagée dans la mesure où le statut des militaires leur fait d'ores et déjà bénéficier d'un dispositif plus favorable permettant un départ anticipé avec une liquidation immédiate de leur pension de retraite avant l'âge de 50 ans. Par ailleurs, les dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, dont relèvent les militaires au titre du droit à réparation, permettent d'indemniser des pathologies notamment imputables à l'exposition à l'amiante. Le bénéfice du dispositif de l'ACAATA ne paraît donc pas s'imposer. S'agissant des anciens militaires, ils perçoivent une pension militaire de retraite dont le calcul intègre les années d'exposition à l'amiante. Or, selon une jurisprudence constante du Conseil d'État (CE, 6 juin 1980, M. Garnier), une même période d'activité ne peut être prise en considération pour l'attribution de deux prestations liées à la durée des services. Par conséquent, il n'est pas possible, en droit, de prendre en compte les années de services militaires pour le calcul des années d'exposition à l'amiante ouvrant droit au dispositif de l'ACAATA, la période considérée ayant déjà été prise en compte dans la liquidation de la pension de retraite. En revanche, une réflexion est menée concernant la situation des anciens

militaires reconvertis dans le secteur privé sans droit à pension au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite. En effet, certains d'entre eux ont effectué, durant leur carrière militaire, des travaux identiques à ceux ouvrant droit au dispositif de l'ACAATA. Or, ces personnes ne peuvent aujourd'hui bénéficier de ce droit du fait de l'absence de prise en considération de ces années d'exposition. Il est envisageable que le droit à l'ACAATA puisse être apprécié en prenant en compte l'ensemble des activités de même nature accomplies durant toute une carrière, quels que soient les différents régimes successifs d'affiliation de l'intéressé. Pour entreprendre cette réforme, il conviendrait au préalable de modifier l'article 41 de la loi du 23 décembre 1998 précitée. En conséquence, le ministère de la défense continue de rechercher actuellement, en liaison avec le ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social, les voies les plus appropriées pour faire évoluer la législation en vigueur dans le but de permettre de comptabiliser les années d'exposition à l'amianté des anciens militaires non titulaires d'une pension de retraite dans leur droit d'ouverture à l'ACAATA.